André Giraud en Turquie

CAUTION A LA DICTATURE

ENTOUREE de la plus grande discrétion officielle, la visite effectuée vendredi en Turquie par le ministre français de la Défense, André Giraud, constitue une grave caution apportée par le gouvernement français à la dictature qui sévit contre les peuples de Turquie depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980.

Premier membre d'un gouvernement français à se rendre à Ankara depuis douze ans, André Giraux va, très officiellement, négocier des ventes d'armes françaises — essentiellement des Mirage 2000 — à un pays qui constitue une chasse gardée de l'impérialisme américain et un poste avancé de l'OTAN à la frontière de l'URSS.

Il sera également question du renforcement des relations économiques (on parle de construction d'une usine d'armements), culturelles, mais aussi politiques. Le rapprochement entre Paris et Ankara, amorcé sous le précédent gouvernement avec le retrait, injustifié, de la plainte déposée par la France et quatre autres pays européens devant la Commission des droits de l'homme, a connu depuis le 16 mars une spectaculaire accélération.

Chirac a été le second chef de gouvernement européen, après Thatcher, à dérouler le tapis rouge sous les pas de l'envoyé de la dictature, le premier ministre Turgut Ozal. Cela au moment où un rapport d'Amnisty International établissait la poursuite dans ce pays de graves violations des droits de l'homme : procès de masse, emprisonnements, tortures, censure de la presse, répression sans précédent contre les Kurdes victimes de campagnes de ratissage et de déportations massives.

Dans une question écrite au premier ministre, Maxime Gremetz, député communiste de la Somme, attire son attention sur cette situation préoccupante et souligne que les gestes accomplis par le gouvernement français en faveur d'Ankara « cautionnent une dictature sanglante et banalisent les atteintes aux droits les plus élémentaires de l'homme ». « La France, poursuit-il, devrait au contraire se faire un devoir et un honneur de refuser de siéger aux côtés des représentants de la dictature et exiger l'expulsion de la Turquie du Conseil de l'Europe. »

De son côté, la Fédération nationale des travailleurs de l'Etat CGT dénonce les projets de vente d'armes à la Turquie, y voyant « une contribution à l'accentuation de l'oppression » et demande au gouvernement et au président de la République d'annuler la visite d'André Giraud.

Mai 86 L'Humanité

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI